

# LIMARA

*Ligue des Masses pour la Renaissance Africaine*

**Un peuple, un rêve, une destinée**



# AFREMAL

*African Renaissance Masses' League*

**One people, one dream, one destiny**

## **Déclaration de la LIMARA au sujet de la grève des enseignants du secondaire du Cameroun**

Déclaration n° 0002 du 03 juillet 2022

La LIMARA (Ligue des Masses pour la Renaissance Africaine) suit avec beaucoup d'attention le déroulement de la grève des enseignants du secondaire du Cameroun, depuis le lancement du mot d'ordre de cette grève le 26 février 2022 par le mouvement OTS (On a Trop Supporté).

La LIMARA approuve les revendications légitimes portées par le mouvement OTS. Car elles visent globalement à améliorer les conditions de vie des enseignants et partant la qualité de l'éducation à donner aux jeunes camerounais. Ce sont des revendications d'ailleurs reconnues comme telles par le régime de Paul Biya lui-même et par l'ensemble des Camerounais.

Malgré les « Hautes Instructions Présidentielles », la LIMARA constate que le régime n'a pris que des mesurées pour satisfaire ces revendications des enseignants. C'est ce que mentionne d'ailleurs le communiqué conjoint OTA-OTS-SECA du 24 juin 2022 faisant le point sur le fichier solde de juin 2022 en circulation.

La LIMARA, en tant que parti défenseur des droits du peuple camerounais en particulier et africain en général, se tient naturellement du côté de tous ces enseignants victimes de la mal gouvernance, de la bureaucratie incompétente et des intimidations du régime néocolonial qui vilipende et martyrise le peuple camerounais et hypothèque son avenir depuis 40 ans.

Au vu de ce constat sombre et l'éventuelle déflagration sociale qui plane sur le ciel camerounais,

La LIMARA exige du régime de Yaoundé la satisfaction totale des revendications légitimes des enseignants avant la rentrée scolaire 2022-2023.

La LIMARA demande aux autorités administratives d'arrêter d'intimider les enseignants, au risque d'envenimer davantage la situation.

Fait à Maroua le 03 juillet 2022

Le membre du bureau politique

Oussoumanou Sali